



Caractéristiques géographiques et humaines

Superficie : 197 161 km²

Population : 12,5 millions d'habitants. Densité : 65 habitants/km². Part de la population urbaine : 42,6 %. Taux de croissance démographique : 2,6 %. Langue officielle : français

Principales villes : Dakar (capitale administrative), Thiès, Ziguinchor, Saint-Louis

Régime politique : M. Abdoulaye Wade, élu président de la République en 2000, a été réélu le 27 février 2007 pour un mandat de cinq ans. L'Assemblée nationale a voté, en juillet 2008, une loi portant de cinq à sept ans la durée du mandat présidentiel, à partir des élections de 2012. M. Souleymane Ndéné Ndiaye est Premier ministre depuis mai 2009.

Économie (2010)

PIB par habitant ¹⁾ : 981 dollars

Répartition du PIB par secteur d'activité :

Primaire	14,9 %
Secondaire	20,8 %
Tertiaire	64,2 %

1) Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011

Indicateurs de développement

Espérance de vie : 56,2 ans

Taux de mortalité infantile : 5,1 %

Taux d'alphabétisation des adultes : 41,9 %

Population en deçà du seuil de pauvreté ¹⁾ : 33,5 %

Indice de développement humain – Classement : 144^e/169

1) Moins de 1,25 dollar par jour

Sources : PNUD (2011), Rapport mondial sur le développement humain (données 2010); Banque mondiale, World Development Indicators (données 2009) pour le taux de mortalité infantile

Accords internationaux

Le Sénégal est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il est associé au Mali et à la Mauritanie au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et à la Gambie au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG).

Relations avec la communauté financière internationale

Le Sénégal a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en avril 2004 et a bénéficié de l'initiative IADM. En décembre 2010, un deuxième accord triennal au titre de l'ISPE ¹ (Instrument de soutien à la politique économique) a été conclu avec le FMI et son déroulement jugé satisfaisant lors de la 1^{ère} revue du programme en juin 2011. Le Sénégal avait bénéficié d'une Facilité contre les chocs exogènes (FCE), d'un montant total de 121,35 millions de DTS, entre décembre 2008 et mai 2010 pour l'aider à financer l'impact négatif sur sa balance des paiements des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie.

Dans le cadre de sa stratégie d'assistance, la Banque mondiale détenait, à fin juin 2011, un portefeuille de trente-deux projets actifs, dont trois projets approuvés en 2011 et cinq en 2010, portant notamment sur les secteurs de l'éducation et de l'assainissement de l'eau. Ces projets correspondent à des engagements de financement de 744,5 millions de dollars.

À fin juillet 2011, le Sénégal était noté B + à long terme et B à court terme par Standard & Poor's. L'agence a abaissé sa perspective de « stable » à « négative » en mai 2010. Cette notation est inchangée depuis cette date.

1) L'ISPE a pour objet de soutenir les pays à faible revenu ne désirant pas bénéficier – ou n'ayant pas besoin – d'un concours financier du FMI. L'ISPE aide ces pays dans l'élaboration de leurs programmes économiques. Une fois ceux-ci adoptés par le Conseil d'administration, le FMI informe les donateurs, les banques multilatérales de développement et les marchés qu'il a approuvé le plan d'action de l'État membre concerné.

ACTIVITÉ

Après une année 2009 marquée par un ralentissement de l'activité économique sous l'effet de la crise mondiale, la croissance du Sénégal a connu un net rebond en 2010, avec une hausse du PIB réel de 4,2 %. Cette vigueur témoigne en particulier du dynamisme du secteur des services.

Dans le secteur primaire, le secteur agricole a bénéficié, comme en 2009, de conditions climatiques favorables et des actions menées dans le cadre de la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA), qui vise à conduire le pays vers l'autosuffisance alimentaire. Entre 2008 et 2010, près de 100 milliards de francs CFA ont ainsi été consacrés au subventionnement des achats de semences par les agriculteurs. Cette initiative a été particulièrement favorable à la production de riz, qui a augmenté de 20,3 % en 2010, permettant au Sénégal de couvrir environ la moitié de ses besoins et d'alléger la facture de ses importations de biens alimentaires. De même, la production d'arachide a fortement progressé (+ 24,6 %) pour atteindre près de 1,3 million de tonnes. Certaines productions vivrières se sont toutefois inscrites en baisse sensible, en particulier les productions de maïs (- 43,2 %), de mil et de sorgho (- 5,7 %). Une tendance similaire à la baisse a également été observée pour les productions de manioc, de niébé et de sésame. S'agissant de

la récolte de coton-graine, le déclin de la production observée ces dernières années s'est interrompu, avec une hausse en 2010 de 17,6 % des volumes produits. Ceci tient en particulier à l'amélioration du prix d'achat aux producteurs, qui a été rehaussé de plus de 10 %, à 205 francs CFA le kilogramme.

Au total, le secteur primaire a contribué à hauteur de 0,6 point à la croissance du PIB sénégalais.

Après le dynamisme enregistré en 2009, le secteur secondaire a marqué un ralentissement en 2010, en grande partie du fait des perturbations dans l'approvisionnement en énergie électrique, occasionnant de fréquents délestages.

Le secteur de l'extraction et de la transformation des phosphates (en engrais pour le marché local et en acide phosphorique pour le marché indien) a enregistré une hausse de 16,8 % des volumes produits. Les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) ont confirmé en 2010 le redressement de leur situation financière, après leur rachat en 2008 par le groupe indien IFFCO (Indian Farmers Fertiliser

Comptes nationaux du Sénégal

(en milliards de francs CFA courants ; taux et variations en %)

	2007	2008	2009	2010 (a)
Ressources	7 996,0	9 093,0	8 493,2	8 916,7
PIB nominal	5 408,3	5 950,2	6 023,2	6 359,7
Importations de biens et services	2 587,6	3 142,9	2 470,0	2 557,0
Emplois	7 996,0	9 093,0	8 493,2	8 916,7
Consommation finale	5 037,7	5 583,9	5 405,4	5 568,0
Publique	767,1	807,0	853,1	879,7
Privée	4 270,6	4 776,9	4 552,3	4 688,3
Formation brute de capital fixe (b)	1 582,0	1 942,9	1 636,3	1 789,9
Exportations de biens et services	1 376,2	1 566,3	1 451,5	1 558,8
Épargne intérieure brute	370,6	366,3	617,8	791,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1 211,4	- 1 576,6	- 1 018,5	- 998,2
Taux d'investissement (en % du PIB)	29,3	32,7	27,2	28,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	4,9	3,2	2,2	4,2
Déflateur du PIB (en moyenne)	5,4	6,6	- 0,9	1,3
Prix à la consommation (en moyenne)	5,9	5,8	- 2,2	1,2

(a) Chiffres provisoires

(b) Y compris variation de stocks

Sources : INS, BCEAO

Principales productions et prix d'achat aux producteurs

(productions en milliers de tonnes ; prix d'achat en francs CFA par kilogramme)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011 (a)
Arachides	331,2	731,2	1 032,7	1 286,9
Prix d'achat aux producteurs	150,0	165,0	165,0	165,0
Coton-graine	45,1	38,8	22,1	26,0
Prix d'achat aux producteurs	180,0	185,0	185,0	205,0
Mil et sorgho	419,5	937,0	1 035,1	975,9
Maïs	158,3	397,3	328,6	186,5
Riz paddy	193,4	408,2	502,1	604,0

(a) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, administrations nationales

Phosphates

(en milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010 (a)
Production	747,6	625,8	903,0	1 055,1

(a) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, administrations nationales

Cooperative Limited). Le plan de restructuration de la dette bancaire des ICS s'est déroulé de façon satisfaisante, tandis que l'entreprise sénégalaise enregistrait une amélioration de sa trésorerie. Dans le secteur des industries extractives, de nouvelles opportunités de croissance devraient apparaître à moyen terme, avec l'exploitation des importants gisements de fer de Falamé et l'extraction d'or à Massawa qui devrait démarrer en 2013.

Dans le secteur de la transformation des produits de la mer, l'entrée en vigueur de nouvelles normes phytosanitaires en Europe et la raréfaction de la ressource observée depuis plusieurs années se sont traduites par un recul de l'activité de 8,7 % en 2010.

En lien avec la reprise économique, le secteur du BTP a enregistré de bonnes performances, illustrées par le lancement de vastes chantiers de construction, notamment l'autoroute Dakar-Diamniadio, pour un montant total de 370 millions d'euros (dont une contribution de la BafD de 63 millions au titre d'un partenariat public-privé), et le nouvel aéroport international Blaise Diagne, dont le coût est estimé à 525 millions d'euros et l'achèvement prévu pour la fin de l'année 2011. Un programme quinquennal de mise à niveau des infrastructures routières, arrêté en novembre 2010, prévoit des investissements d'un montant de 2,4 milliards d'euros d'ici à 2015 et de 8,4 milliards d'euros d'ici à 2020. Le marché de la construction a en outre bénéficié de l'augmentation des capacités de production de ciment, sous l'effet des investissements réalisés par les principales entreprises du secteur. La production nationale a ainsi dépassé 5 millions de tonnes en 2010, pour une consommation d'environ 3 millions.

Dans le domaine de l'énergie, l'activité de la Société africaine de raffinage (SAR) a diminué de 13,8 %, en lien avec les difficultés rencontrées dans le stockage et le fret depuis le port de Dakar. L'approvisionnement en énergie électrique a connu d'importantes perturbations en 2010, qui se sont traduites par de fréquents délestages, la Senelec

rencontrant de fortes contraintes tant opérationnelles que financières. Selon les estimations des autorités, les pénuries d'électricité auraient occasionné des pertes de croissance de l'ordre de 1 point de PIB par an en 2009 et 2010. Le gouvernement a lancé un audit du secteur énergétique au

4^e trimestre 2010 avec l'appui de ses partenaires au développement, ce qui a permis d'élaborer un Plan d'urgence 2011-2014, dit « plan Takkal », adopté en début d'année 2011 par le Parlement. Ce plan, dont le coût total est estimé à 650 milliards de francs CFA sur cinq ans, soit environ 10 % du PIB, prévoit en particulier la recapitalisation et la restructuration de la Senelec, la sécurisation de l'approvisionnement en combustibles et l'accroissement de l'offre d'électricité, par le recours à des unités de production mobiles, la construction d'une centrale au charbon et la réhabilitation des installations de la Senelec.

Au total, le secteur secondaire a soutenu la croissance du PIB de 0,6 point en 2010, soit une contribution en repli de 0,4 point par rapport à 2009.

Le secteur tertiaire est resté le principal moteur de la croissance sénégalaise, grâce d'une part, à la bonne tenue des activités commerciales, attestée par une hausse de plus de 14 % de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail sur l'ensemble de l'année, et d'autre part, au regain d'attractivité touristique du pays. Le tourisme devrait bénéficier en 2011 de la baisse de la TVA dans ce secteur, passée de 18 % à 10 %, et du lancement des activités de la nouvelle compagnie aérienne nationale, Sénégal Airlines. L'essor du tourisme au Sénégal reste néanmoins entravé par une offre de services partiellement inadaptée aux besoins de la clientèle et des investisseurs privés. Le secteur des télécommunications a enregistré de bonnes performances, sous l'effet du démarrage en 2010 des activités d'un nouvel opérateur, Sudatel. Dans le domaine des transports, les activités du port de Dakar ont été favorablement orientées et ont été tirées par le dynamisme des activités minières et d'exportation de coton du Mali. Dans son ensemble, le secteur tertiaire a contribué à hauteur de trois points à la croissance du PIB en 2010.

En moyenne annuelle, les prix à la consommation ont progressé de 1,2 % en 2010, du fait d'une demande intérieure soutenue, après un recul de l'inflation de 2,2 % en 2009.

FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 2010 a été caractérisé par une légère dégradation des principaux soldes budgétaires, consécutive à une hausse des dépenses plus soutenue que celle des recettes et des dons. Le déficit global, base engagements, hors dons, s'est élevé à 495 milliards de francs CFA (soit 7,8 % du PIB), contre 476 milliards un an plus tôt (7,9 % du PIB).

Les recettes totales (dons compris) ont progressé de 6,5 %, passant de 1 314 milliards de francs CFA en 2009 à 1 399 milliards en 2010. Les recettes budgétaires, après un recul de 1,8 % en 2009, ont progressé de 9,3 % en 2010, notamment grâce à l'amélioration de la collecte fiscale (+ 10,3 %). La collecte fiscale du Sénégal reste une des plus performantes de la sous-région, les recettes budgétaires représentant en 2010 19,5 % du PIB, contre 18,2 % en moyenne pour l'ensemble des pays de l'Union. Une réforme du Code des impôts, avec l'appui technique du FMI, est par ailleurs en cours, avec l'objectif de réduire les diverses exemptions et allègements qui pèsent sur le rendement fiscal. Les dons se sont repliés de 11,1 % en 2010, représentant seulement 11,5 % des recettes totales de l'État et 2,5 % du PIB sénégalais (contre 2,9 % pour la moyenne des pays de l'UEMOA). L'année 2009 avait toutefois enregistré un niveau exceptionnel d'appuis budgétaires de la part des partenaires au développement du pays, qui s'étaient fortement mobilisés pour contribuer à l'apurement des arriérés de paiement accumulés en 2008.

Les dépenses totales et prêts nets se sont accrus de 7,8 % en 2010, après une évolution plus modérée en 2009 (+ 1,8 %). Ceci résulte du dynamisme des dépenses en capital (+ 21,3 %), les autorités

Tableau des opérations financières de l'État sénégalais

(en milliards de francs CFA)

	2007	2008	2009	2010 (a)
Recettes et dons	1 258,2	1 291,9	1 313,6	1 399,0
Recettes budgétaires	1 119,9	1 152,1	1 131,3	1 237,0
Recettes fiscales	1 054,3	1 087,2	1 083,5	1 195,0
Recettes non fiscales	65,6	64,9	37,3	42,0
Autres recettes non classées			10,5	0,0
Dons	138,3	139,8	182,3	162,0
Dépenses et prêts nets	1 506,3	1 578,5	1 606,9	1 732,0
Dépenses totales	1 466,1	1 573,4	1 603,7	1 731,0
Dépenses courantes	861,5	978,7	996,9	995,0
Traitements et salaires	327,3	347,7	364,4	392,0
Autres dépenses de fonctionnement	499,9	592,5	587,2	543,0
dont : subventions et autres transferts	287,0	333,0	285,9	240,0
autres dépenses non classées (PTE + IADM)	14,9	20,5	9,0	12,0
Intérêts dus	34,3	38,5	45,3	60,0
Intérêts sur dette intérieure	10,2	15,0	22,2	22,0
Intérêts sur dette extérieure	24,1	23,5	23,1	38,0
Dépenses en capital	604,6	594,7	606,8	736,0
Sur ressources intérieures	391,5	314,2	369,3	437,0
Sur ressources extérieures	213,1	280,5	237,5	299,0
Prêts moins recouvrements	40,2	5,1	3,2	1,0
Solde global (base engagements) (hors dons)	- 386,4	- 426,4	- 475,6	- 495,0
Solde global (base engagements) (y compris dons) (b)	- 248,1	- 273,4	- 293,3	- 333,0
Solde primaire de base (c)	- 98,8	- 102,3	- 189,6	- 135,0
Ajustement base caisse	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse) (hors dons)	- 386,4	- 426,4	- 475,6	- 495,0
Solde global (base caisse) (y compris dons) (d)	- 248,1	- 273,4	- 293,3	- 333,0
Financement	256,5	265,1	285,9	332,5
Financement intérieur net	139,9	42,2	61,6	159,0
Financement bancaire	85,0	- 43,0	115,7	172,0
Financement non bancaire	54,9	85,2	- 54,1	- 13,0
Financement extérieur net	116,6	222,9	224,3	173,5
Tirages	156,2	261,9	162,7	190,0
Amortissement dû	- 43,1	- 44,1	- 50,0	- 53,0
Emprunt non concessionnel autoroute à péage	0	0	88,0	0,0
Allègement/rééchelonnement obtenu	24,0	15,9	20,0	18,5
Variation des arriérés de paiement sur dette extérieure (principal)				
Autres financements (émissions de bons et obligations)	- 20,5	- 10,8	3,6	18,0
Ajustement statistique	- 8,4	8,3	7,4	0,5
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	20,7	19,4	18,8	19,5
Dépenses courantes	15,9	16,4	16,6	15,6
Solde :				
budgétaire de base (e)	- 2,5	- 2,4	- 3,9	- 3,1
base engagements (y compris dons) (b)	- 4,6	- 4,6	- 4,9	- 5,2
base caisse (y compris dons) (d)	- 4,6	- 4,6	- 4,9	- 5,2

(a) Chiffres provisoires

(b) Solde (base engagements) = recettes totales (dons compris) - dépenses totales

(c) Solde primaire = recettes courantes (hors dons) - dépenses courantes (hors intérêts) - dépenses en capital (hors celles sur ressources extérieures)

(d) Solde (base caisse) = solde (base engagements) + arriérés

(e) Solde budgétaire de base = recettes totales (hors dons) - dépenses totales (hors investissements financés sur recettes extérieures)

Sources : FMI, services nationaux

ayant financé de façon accrue sur leurs ressources propres les investissements publics engagés notamment dans le domaine des infrastructures. Les dépenses courantes ont, pour leur part, connu une évolution maîtrisée (- 0,2 %), grâce principalement à la baisse de 46 milliards des subventions et autres transferts (- 16,1 %), alors même que le service de la dette enregistrait une progression sensible, consécutivement au recours à l'emprunt sur les marchés de capitaux internationaux.

Au total, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est creusé, passant de 293,3 milliards de francs CFA en 2009 à 333 milliards en 2010, représentant 5,2 % du PIB en 2010 contre 4,9 % en 2009.

COMPTES EXTÉRIEURS

Le déficit des transactions courantes s'est légèrement réduit en 2010 et s'est élevé à 374,3 milliards de francs CFA (soit 5,9 % du PIB), après un déficit de 403 milliards en 2009 (6,7 % du PIB). Cette amélioration est principalement le reflet de la bonne tenue des exportations.

Le déficit de la balance commerciale a diminué de 1,7 %, ressortant à 941,5 milliards de francs CFA (soit 14,8 % du PIB), contre 957,7 milliards en 2009 (15,7 % du PIB). Les exportations ont en effet progressé à un rythme sensiblement plus soutenu (+ 5,7 % en valeur) que celui des importations (+ 2,1 %).

Les exportations de produits pétroliers et de produits arachidières ont enregistré les plus fortes hausses, progressant respectivement de 6,5 % et 40,5 %. La facture des importations s'est globalement creusée, du fait de la hausse des prix des produits pétroliers, dont la valeur des achats s'est accrue de 12,9 % par rapport à l'exercice antérieur. Le taux de couverture des importations par les exportations, tout en demeurant à un

faible niveau, s'est légèrement amélioré, passant de 50,8 % en 2009 à 52,7 % en 2010.

Le déficit des services s'est réduit (- 6,7 %), du fait principalement de la hausse des recettes touristiques (+ 2,0 %). L'excédent de la balance des transferts courants s'est accru de 1,2 %, sous l'effet de la hausse des transferts de fonds d'origine privée, en particulier des migrants (+ 2,5 %).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est passé de 496,8 milliards en 2009 à 503,7 milliards en 2010 (+ 1,4 %), sous l'effet principalement de la hausse des mobilisations des

Balance des paiements du Sénégal

(en milliards de francs CFA courants)

	2007	2008	2009	2010 (a)
Transactions courantes	- 628,8	- 843,7	- 403,0	- 374,3
Balance commerciale	- 1 193,3	- 1 522,5	- 957,7	- 941,5
Exportations FOB	802,2	987,9	990,1	1 046,8
dont : produits arachidières	38,5	9,1	20,5	28,8
produits de la mer	152,7	136,9	155,6	163,2
phosphates	5,0	7,2	34,2	34,1
produits pétroliers	142,5	309,2	207,8	221,3
Importations FOB	- 1 995,5	- 2 510,4	- 1 947,8	- 1 988,3
dont : biens d'équipement	- 453,8	- 589,1	- 537,7	- 507,4
produits pétroliers	- 553,8	- 661,2	- 495,4	- 559,3
produits alimentaires	- 473,6	- 686,3	- 453,1	- 425,1
Balance des services	- 18,1	- 54,1	- 60,8	- 56,7
dont fret et assurance/marchandises	- 276,6	- 284,2	- 221,4	- 225,1
Balance des revenus	- 35,4	- 21,4	- 80,1	- 79,8
dont intérêts dus sur la dette publique	- 13,8	- 16,8	- 26,6	- 30,5
Balance des transferts courants	618,0	754,4	695,6	703,6
Secteur privé	566,0	721,8	672,5	689,0
Secteur public	52,0	32,5	23,1	14,7
Compte de capital et d'opérations financières	694,0	751,1	496,8	503,7
Compte de capital (remise de dette comprise)	159,5	107,2	144,1	151,3
Opérations financières	534,5	643,9	352,7	352,4
Investissements directs	130,7	121,5	118,9	126,9
Investissements de portefeuille	28,8	21,1	114,2	22,3
Autres investissements	375,0	501,2	119,6	203,2
Financement exceptionnel (pour mémoire)	2,1	2,0	3,5	2,5
Variation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,1	2,0	3,5	2,5
Erreurs et omissions	5,6	4,2	2,7	0,0
Solde global	70,8	- 88,4	96,4	129,4
Variation des avoirs extérieurs nets	- 70,8	88,4	- 96,4	- 129,4
Exportations/importations (en %)	40,2	39,4	50,8	52,7

(a) Chiffres provisoires
Source : BCEAO

ressources sous forme de dons en capital et des tirages sur prêts publics. Les entrées nettes d'investissements directs étrangers se sont également améliorées de 6,7 % par rapport à 2009, pour ressortir à 127 milliards.

Au total, le solde global de la balance des paiements a fait apparaître un excédent de 129,4 milliards de francs CFA en 2010, succédant à un précédent excédent de 96,4 milliards au titre de l'année 2009, permettant une consolidation des avoirs officiels de change.

La dette extérieure du Sénégal s'élevait, selon la Banque mondiale, à près de 3,5 milliards de dollars à fin 2009, en hausse de 24,0 % par rapport à 2008, sous l'effet principalement de l'augmentation de 24,2 % de la dette publique garantie de long terme. En 2009, le Sénégal a eu notamment recours à l'emprunt pour financer des mesures contracycliques en réponse à la crise mondiale et a émis pour 200 millions de dollars d'obligations sur les marchés de capitaux internationaux. L'encours total de dette extérieure a ainsi atteint 27,4 % du PIB en 2009, contre 21,2 % en 2008. Les ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires se sont légèrement détériorés, ressortant respectivement à 6,5 % et 8,3 % en 2009, après 5,2 % et 7 % en 2008.

Selon le FMI, le ratio de dette publique extérieure rapportée au PIB se stabiliserait à 27,5 % en 2010.

SYSTÈME BANCAIRE

À fin 2010, le système bancaire sénégalais comptait dix-sept banques et deux établissements financiers (soit un nombre total d'établissements de crédit inchangé par rapport à 2009).

Le total du bilan agrégé du système bancaire a augmenté de 12,5 % en 2010, s'élevant à 3 021 milliards de francs CFA contre 2 684 milliards en 2009. Ce total représente 22,5 % du total de l'UMOA, après 23,5 % en 2009. La hausse bilancielle observée au Sénégal en 2010 a principalement résulté de la forte progression des dépôts collectés auprès de

Dette extérieure du Sénégal

(encours en millions de dollars ; indicateurs de dette en %)

	2006	2007	2008	2009
Dette à court et long terme	1 905,0	2 553,0	2 826,0	3 503,0
Dette à long terme	1 794,0	2 193,0	2 565,0	3 318,0
Dette publique garantie	1 644,0	1 993,0	2 385,0	2 961,0
Dette privée non garantie	151,0	200,0	180,0	357,0
Recours aux crédits du FMI	26,0	27,0	64,0	167,0
Dette à court terme	84,0	332,0	197,0	18,0
dont arriérés d'intérêts sur dette à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire : arriérés sur principal de dette à long terme	18,0	15,0	5,0	5,0
Indicateurs de dette				
Dette totale/exportations de biens et services	79,4	88,8	80,5	113,5
Dette extérieure/PIB	20,3	22,6	21,2	27,4
Service payé de la dette/exportations de biens et services	7,7	6,6	5,2	6,5
Service payé de la dette/recettes budgétaires	9,9	8,1	7,0	8,3
Dette multilatérale/dette totale	51,7	54,1	55,2	51,7

Sources : Banque mondiale, BCEAO

la clientèle, qui se sont inscrits en hausse de 13,3 %, pour s'élever à 2 281 milliards de francs CFA.

Les encours bruts des crédits ont augmenté de 8,6 % pour s'établir à 1 933 milliards de francs CFA, soit 64 % du total du bilan. La qualité du portefeuille d'engagements des banques est restée nettement dégradée : les créances en souffrance brutes (créances douteuses et impayés), en hausse de 4,1 %, ont représenté 17,6 % des encours totaux de crédit, contre une proportion de 18,4 % en 2009. Le taux de provisionnement des créances douteuses est resté stable, passant de 73,2 % en 2009 à 73,6 % en 2010.

Le produit net bancaire s'est amélioré de 6 %, pour s'établir à 190,3 milliards de francs CFA, grâce à l'augmentation des marges dégagées sur les activités de prêt à la clientèle et les opérations sur titres. En conséquence, le résultat d'exploitation est ressorti en forte hausse (+ 23,3 %, à 57 milliards), sous l'effet également de la baisse de l'effort net de provisionnement. Les dotations aux provisions pour risques ont représenté 15,9 milliards de francs CFA, après 23,8 milliards en 2009. Le résultat net s'est établi à 46,4 milliards, après 37,1 milliards au titre de l'exercice 2009. La rentabilité des banques sénégalaises a donc globalement progressé, le coefficient de rentabilité passant de 11,8 % en 2009 à 12,4 % et le taux de marge nette de 20,7 % à 24,4 %. Le coefficient net d'exploitation a toutefois connu une dété-

Système bancaire du Sénégal

(en milliards de francs CFA ; taux et coefficients en %)

Actif	2008	2009	2010	Passif	2008	2009	2010
Opérations de trésorerie et interbancaires	429,2	548,5	613,3	Opérations de trésorerie et interbancaires	319,8	238,2	241,0
Opérations avec la clientèle	1 510,2	1 572,7	1 728,8	Opérations avec la clientèle	1 726,0	2 013,0	2 281,1
Opérations sur titres et diverses	374,5	421,0	537,9	Opérations sur titres et divers	103,7	102,4	108,7
Valeurs immobilisées	136,6	142,5	141,8	Provisions, fonds propres et assimilés	300,9	331,2	391,0
Total	2 450,5	2 684,7	3 021,8	Total	2 450,5	2 684,7	3 021,8
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + amortissements)/ produit net bancaire	60,2	64,8	68,9	Taux de marge nette (résultat net/produit net bancaire)	19,0	20,7	24,4
Coefficient de rentabilité (résultat net/fonds propres)	11,6	11,8	12,4				

Source : Commission bancaire de l'UMOA

rioration, passant à 68,9 %, après 64,8 % en 2009, du fait d'une hausse de 12 % des frais généraux en 2010.

À fin décembre 2009, le secteur de la microfinance comprenait treize principales institutions financières décentralisées, pour environ 1,3 million de bénéficiaires directs (+ 14,3 % par rapport à fin 2008). Les dépôts du secteur de la microfinance représentaient 122,3 milliards de francs CFA (+ 12,1 %), soit environ 6 % des dépôts à vue collectés par le système bancaire. L'encours des crédits était estimé à 142,2 milliards (+ 20,4 %), soit 8 % du total des crédits bancaires. Les créances en souffrance se sont élevées à 5,6 milliards de francs CFA, représentant 3,9 % des encours bruts de crédits.

PERSPECTIVES

En 2011, la croissance économique du Sénégal devrait atteindre 4,5 %, selon les prévisions de la BCEAO. Le dynamisme des investissements publics et privés dans le domaine des infrastructures de transport (modernisation du port de Dakar, transformation de l'aéroport actuel en pôle industriel et commercial) et un essor soutenu du secteur tertiaire, en particu-

lier dans les secteurs du commerce, des télécommunications et du tourisme, devraient sous-tendre ce résultat. Celui-ci reste néanmoins conditionné par l'amélioration progressive de la fourniture d'énergie, dans le cadre du plan Takkal.

En raison de l'accroissement anticipé des prix des produits pétroliers importés, l'inflation devrait dépasser la norme communautaire en 2011 et se situer autour de 3,8 % en moyenne annuelle.

Les transactions extérieures du Sénégal en 2011 devraient se solder par un excédent de 134,0 milliards, en progression de 4,6 milliards par rapport au niveau estimé en 2010. Cette évolution découlerait d'une consolidation de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, qui atteindrait 700 milliards en 2011 du fait essentiellement d'une émission d'obligation à hauteur de 500 millions de dollars sur le marché international et de l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers. Le déficit du compte courant devrait en revanche se creuser pour ressortir à 566,3 milliards en 2011, en raison essentiellement de la détérioration de la balance des biens et services. Hors dons, le déficit courant s'établirait à 8,8 % du PIB en 2011, contre 6,2 % en 2010.